

INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE N°37



➤ Il manque toujours des sous pour la LGV Tours-Bordeaux...

Il manque toujours 250 à 300M€ pour boucler le financement de la LGV Tours-Bordeaux. Le préfet d'Aquitaine a renoncé à convoquer le comité de financement de la ligne, faute d'engagement de collectivités manquant à l'appel. La décision du Conseil général des Landes est notamment attendue.

En attendant, RFF (30 milliards de déficit) doit payer...

➤ LGV Bordeaux-Toulouse : les maires du Tarn et Garonne veulent des engagements écrits de RFF

Les maires des 31 communes tarn-et-garonnaises traversées par la LGV Bordeaux-Toulouse n'ont pas été convaincus par la projection en 3D du tracé retenu, présentée par Réseau ferré de France au conseil général de Tarn-et-Garonne.

Ils n'ont pas retrouvé, dans les belles images de survol de la ligne qui leur étaient montrées à l'écran, les derniers engagements pris par RFF. Les maires de Saint-Cirice, de Lacourt-Saint-Pierre, Dunes, Pompigna, Castelmeyran... ont manifesté leur irritation à l'égard de RFF. *«Nous voulons que les dossiers qui vont être soumis à l'enquête d'utilité publique soient en adéquation avec les demandes des maires et les engagements pris par RFF pour y répondre. Nous voulons des engagements écrits»*, a résumé Alain Belloc, président de l'association.



Jean-Michel Baylet, président du conseil général de Tarn-et-Garonne s'est également montré déçu par la présentation en 3D et son manque de précision. *«Ce n'est pas à la hauteur des*

enjeux et de la société que vous représentez. Les maires ne peuvent pas s'engager sur de l'«à peu près», a-t-il indiqué aux représentants de RFF.

A méditer si la ligne venait par malheur à traverser le Pays basque, les engagements de RFF seront-ils respectés ??

➤ **Volte face : finalement le Tarn et Garonne met la main à la poche pour financer la LGV Tours-Bordeaux...**

Bien qu'il se fasse rouler dans la farine par RFF sur la Bordeaux-Toulouse, Jean-Michel Baylet, président du conseil général du Tarn et Garonne qui refusait de financer la LGV Tours-Bordeaux tant que « le tracé de la ligne Bordeaux-Toulouse définitivement connu et l'assurance obtenue que la voix des territoires traversés soit pleinement entendue ... » accepte finalement de mettre la main à la poche.

Il aurait obtenu des assurances de RFF. « C'est chose faite » vient de déclarer le président. Quels éclaircissements ? On en sait rien !



Dans ce cadre, la contribution départementale serait arrêtée à 6,2 millions d'euros payable en 6 annuités.

Quant au CG64, à l'ACBAB, l'Agglo de Pau et le CG des Landes, aucune décision n'a été prise.

Il ne faudrait pas fâcher au moment des élections...

LGV Montpellier-Perpignan : c'est reparti, c'est sûr !

Frédéric Cuvillier, ministre des Transports l'avait plus que laissé entendre le 15 décembre dernier : « *J'ai décidé la poursuite des études du projet de ligne nouvelle Montpellier-Perpignan* ». La promesse semble devenir une réalité tangible.

Mercredi, le cabinet du maire de Narbonne a indiqué que le ministre des Transports venait de confirmer à Jacques Bascou la poursuite des études sur la ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan, retenant le principe de l'implantation d'une gare nouvelle à Narbonne (ainsi qu'à Béziers) et celui d'une ligne ouverte aux circulations mixtes voyageurs-fret entre Montpellier et Béziers.

Le ministre souligne dans son courrier « *la pertinence de la ligne Montpellier-Perpignan pour répondre aux enjeux d'attractivité économique et de desserte plus efficace et plus sûre de la région Languedoc- Roussillon* ». La reprise des études permet donc d'envisager une réalisation de la ligne avant 2030. Les préconisations de la commission Mobilité 21 renvoyaient, elles, le projet au-delà de cette limite.

Ce déblocage de la situation fait suite à la décision de la Commission européenne d'engager une enveloppe de 26 milliards d'euros (sur la période 2014-2020) consacrée à la concrétisation de neufs grands corridors européens, donc celui de la LGV Paris-Barcelone.



Les membres de la Commission Mobilité 21 doivent s'étrangler et se demander à quoi ont servi leurs travaux (voir la carte ci-dessus)

➤ **Inauguration de la gare d'Agen sous les sifflets des anti LGV...**

Le 30 janvier c'était l'inauguration officielle de la gare d'Agen. Après des mois de travaux, cette gare rénovée veut être un pôle multimodal où le piéton, le cycliste et l'automobiliste ont toute leur place. Devant une cinquantaine de manifestants anti-LGV, Alain Rousset, président du Conseil régional, Pierre Camani, sénateur et président du département, Lucette Lousteau, députée de la circonscription Agen-Nérac, Denis Conus, le préfet et Jean Dionis du Séjour, maire de la ville et président de l'Agglo ont présenté cette réfection, les financements publics et les nouveaux atouts de cette gare.



De nouveau, les sifflets pour Alain Rousset et les autres... En effet, cette inauguration fut l'occasion pour les associations anti-LGV présentes de se faire entendre. Suzanne Calmon, membre des associations « TGV en Albret » et de « Tous groupés vigilants », haut parleur à la main, tente d'attirer l'attention des élus.



Certains se déplaceront sauf bien sûr le courageux président de la région Aquitaine qui comme tout le monde sait est un adepte du dialogue avec la population...

A défaut, la presse a relayé le message suivant : « *La Cour des comptes, le Conseil économique et social et l'Agence environnementale du développement durable du Conseil régional viennent de dire ce que nous disons depuis des mois. A savoir que la LGV, nous n'en avons pas besoin, que les coûts sont sous-estimés, que le nombre de voyageurs est surestimé, qu'on arrive à un coût du kilomètre pour le GPSO cinq fois supérieur à celui pour la LGV de l'Est et qu'il n'y a aucune rentabilité possible.* »

L'avis de l'autorité environnementale sur le GPSO : une grosse épine dans le pied de RFF...

On l'attendait... il est arrivé et on n'est pas déçu !

L'autorité environnementale a remis le 22 janvier un rapport de 45 pages qui demande à RFF de revoir sa copie avant l'enquête publique de l'été prochain sur les deux LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax.

Les experts émettent un avis circonstancié sur les 10 000 pages (!!!) soumises à leur avis par RFF.



Autorité environnementale
conseil général de l'Environnement et du Développement durable

Sur la forme, l'Autorité considère que l'épaisseur du guide de lecture (172 pages à lui tout seul !) est peu lisible comme les sommaires.

C'est presque un détail car l'Autorité estime que ce même dossier doit pour être présenté au public être complété sur une série de points et pas des moindres.

Tout d'abord, il est demandé à RFF **«les raisons pour lesquelles les projets ont été retenus, au regard des principales solutions de substitutions examinées, notamment pour Bordeaux-Toulouse.»**

Les autres points soulevés concernent la protection de l'environnement. L'autorité s'interroge sur l'impact de la LGV sur les milieux aquatiques et des franchissements «*de très nombreux cours d'eau*», elle demande l'évaluation des incidences sur le réseau Natura 2 000 de l'impact sur la biodiversité.

Et, cerise sur le gâteau, deux points doivent être mieux éclairés : l'impact des nuisances acoustiques aux abords des villes et agglomérations en tenant compte des «trafics vraisemblables» en 2025 mais surtout **les experts s'interrogent aussi sur la fréquentation supposée de la ligne et la mettent en parallèle des investissements annoncés**

«*Des éclairages complémentaires aux résultats de l'évaluation économique*» sur les prévisions de trafic et sur le montant des investissements publics sont demandés. Enfin les experts vont jusqu'à suggérer de scinder les deux tronçons pour apporter «*des éclairages utiles au public et aux autorités amenées à se prononcer sur l'utilité publique des projets.*»

A croire que nous aurions guidé le stylo de ces messieurs....

➤ **Çà craque dans les rangs du PS régional...**

Après Gilles Savary et Philippe Plisson députés de la Gironde, c'est au tour de Jean-Marie Darmian, vice-président PS du conseil général de la Gironde, de dire publiquement tout le mal qu'il pense de la grande vitesse ferroviaire.

Voici un passage de sa lettre ouverte publiée par « Enbata » => [Lire l'article](#)



« La vitesse ne fera bientôt plus recette car elle coûte cher et en plus elle n'est utile que dans peu de circonstances. J'ai personnellement été convaincu de l'intérêt de la lenteur assumée, celle qui constitue le meilleur rapport entre la qualité de vie et les nécessités du progrès. Il existe un juste équilibre entre les trois critères d'un déplacement : fiabilité, confort et sécurité. Un changement d'appréciation que la société n'a pas pris en compte depuis deux décennies en se lançant frénétiquement sur la... vitesse, rien que la vitesse. ».



Alain Rousset doit en avoir par dessus la tête...

➤ **Après « Pièces à conviction » de FR3, les reportages se multiplient à la télé...**

Le dimanche 9 février, l'émission « Capital » de M6 portait sur les dépenses publiques et posait la question : « *L'Etat jette-t-il notre argent par la fenêtre ?* »



Un reportage décapant sur les grands chantiers en cours ou achevés comme l'A65 toujours déficitaire. Une brève apparition d'un Rousset « bredouillant » et assez gêné... Il faut dire que le thème du reportage était : « *Quand la folie des grandeurs ruine le contribuable* ».

Le mardi suivant c'était au tour d'Arte de proposer une enquête sur les Partenariats public-privé (PPP). Un reportage sans concession, clair expliquant bien les enjeux et les dangers.



Résumé : Pour leurs grands chantiers et leur mission de service public, les gouvernements européens et les exécutifs régionaux sont désormais confrontés à des restrictions budgétaires drastiques. D'où l'idée d'avoir recours à des entreprises privées pour assurer les prestations nécessaires. Les grandes banques d'investissement et les magnats du bâtiment sont les premiers à profiter de ces partenariats public-privé (PPP). Avec des concessions qui peuvent courir sur une période de trente ans, ceux-ci peuvent s'avérer au final fort coûteux pour les États, donc pour les contribuables. Or les négociations et les accords passés entre les deux parties restent secrets, ce qui, accusent nombre de parlementaires et constitue un grave déni de démocratie.

En France, ils ont enquêté, entre autre, sur la LGV Tours-Bordeaux, qui fait la part belle au groupe Vinci

=> [Voir ou revoir l'émission](#)

➤ **Les 3 présidents des communautés de communes de la côte basque écrivent à Rousset et au préfet de région**

Les trois présidents des communautés de communes (Paul Baudry pour Errobi, Michel Hiriart pour l'Agglo Sud Pays basque et Roland Hirigoyen pour Nive-Adour) ont écrit au président de la Région Aquitaine, Alain Rousset, et au préfet de Région, Michel Delpuech.

Des questions simples :

Au préfet de Région : « *Pouvez-vous nous dire l'état d'avancement du projet ? Puisque la réalisation des branches Bordeaux-Dax pour 2027 et Dax-frontière pour 2032) nécessite le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique, celle-ci interviendra-t-elle en 2014 ? Et sur quel périmètre ?* »

A Alain Rousset : « *Dans ce paysage que vous nous présentez comme porteur d'une belle unanimité sur le projet GPSO, permettez-nous également de vous rappeler la position pour le moins contraire de nos trois collectivités.* »



Ceci en réponse à cette déclaration du président de Région après la décision ministérielle de construire Bordeaux-Dax : « *ce revirement est à mettre au crédit de l'engagement des collectivités territoriales et leur implication financière sans faille.* »

Les trois présidents profitent de l'occasion pour rappeler leur souhait : la modernisation des voies existantes au Pays basque, et plus largement entre Bordeaux et la frontière. « *Nous aimerions voir nos travaux enfin reconnus et entendus* », clament-ils.

A quand la réponse ?

37 maisons fissurées à Marsac en Charente : la LGV accusée

Une association s'est créée à Marsac. Les habitants montrent leur maison fissurée et accusent les tirs de mines du chantier LGV. Cosea se dit dans les clous. Les riverains envisagent des procédures.



« On nous dit que c'est la vétusté des maisons. Le problème, c'est qu'une cinquantaine de maisons, d'âge et de construction différents, dans des villages distincts de Marsac, sont toutes devenues vétustes en même temps. » ironise le vice-président de l'association de « Défense des sinistrés par les travaux de la LGV Atlantique du lot 11 »

Les premières fissures datent de 2012. Quand ils ont commencé à se plaindre, à saisir les assureurs et les experts, à interpeller le constructeur, à écrire aux élus et à se regrouper, Cosea (Vinci), le constructeur de la LGV, est venu poser des sismographes à chaque tir de mines pour bien démontrer « que les effets sont inférieurs aux préconisations du laboratoire spécialisé de Clermont-Ferrand ». Et comme les maisons n'étaient pas situées dans la bande des 200 mètres autour du chantier, il n'y a pas eu de référé préventif devant la justice. C'est la parole de l'un contre celle de l'autre, la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Ils envisagent désormais le tribunal administratif...

➤ Pour aller de la Côte basque à Nantes, prenez le train, c'est tellement simple et rapide...

Le CADE (Martine Bouchet et Pierre Recarte) était invité par le collectif contre l'aéroport NDDL à parler des lignes à grande vitesse le 28 février à 20h à Nantes. Pour se rendre à ce rendez-vous nous avons décidé de prendre le train...



Nantes
28 février
20h



Manufacture des Tabacs

Les grands projets inutiles (GPII), crimes contre les peuples et l'environnement

exemples, et perspectives pour la lutte
(4^e forum contre les GPII, démarche endecocide)

Martine Bouchet et Pierre Recarte (CADE)
collectif des associations de défense de l'environnement,
qui s'oppose aux nouvelles LGV au pays basque

Georges Menahem (ENDECOCIDE)
chercheur au CNRS, membre du Conseil Scientifique de attac, initiateur de endecocide, Arrêtons
l'Écocide en Europe. Les crimes contre la nature sont des crimes contre la Paix et l'Humanité.

Geneviève Coiffard (ACIPA ET ATTAC)
et Groupe GPII de la Coordination
A l'initiative du groupe GPII de la
Coordination des opposants des opposants au projet d'aéroport de Notre Dame des Landes



Logo lutte Rosia Montana

<http://www.voyesenouvellestgv.webou.net/acnueil.htm> <http://www.endecocide.eu/> acipa.free.fr
site Rosia Montana

Voilà le déroulé de leur périple aller :

8H42, départ en TER pour Dax. A l'approche de St Vincent de Tyrosse, le train s'arrête 10 minutes, une voiture a forcé un passage à niveau, il faut attendre le temps qu'il soit sécurisé par la police et la SNCF. Il repart, arrivés à Dax, la correspondance est en retard. Le train arrive enfin mais il est trop petit, il faut donc attacher une 2^{ème} rame. Bilan ils arrivent à Bordeaux avec 1heure de retard. Plus de correspondance pour Nantes qu'ils devaient rallier à 15 heures! On leur offre 12€ pour un repas et patientent pour prendre le train suivant de 14H45. Ils roulent quelques km, 1^{er} arrêt (7mn) à un passage à niveau. Un peu plus tard, un

drôle de bruit, le train s'immobilise, ils ont roulé sur des tôles ondulées arrachées au toit de la maison d'un garde barrière. Il faut une quarantaine de minutes pour débloquer les roues du train. Ils repartent, pas pour longtemps... nouveau bruit très suspect... la loco a heurté un tronc d'arbre, elle est endommagée, ils attendent 1 heure les ordres du service de sécurité. Ils peuvent repartir mais à 30km/h. Une heure plus tard ils sont en gare de Luçon pour changer de loco. Pas d'inquiétude leur dit-on, les employés de la SNCF sont rompus à ce genre d'exercice qui ne demandera que 20 à 30 minutes. Ils repartent... mais seulement 65 minutes plus tard. Ils roulent enfin, pas pour longtemps. En effet à 500m de la gare, la nouvelle loco tombe en panne. Après réparation, ils repartent au ralenti, s'arrêtent, repartent à faible allure puis plus vite, plus vite... Finalement ils arrivent à Nantes à 23H45, la réunion est terminée depuis longtemps. Leurs amis les attendent, heureusement ils avaient envoyé leurs diaporamas, ce sont les Nantais qui ont parlé à leur place.

Le lendemain, retour sur la Côte basque sans encombre. Ils arriveront même à St Jean de Luz avec 30 secondes d'avance, cela compense les 8H 45 de retard de la veille...

➤ **L'assemblée générale de Nivelles Bidassoa du 7 mars**

45 personnes environ étaient présentes.

L'actualité de la LGV est développée avec un long commentaire du président Pantxo Tellier sur l'avis délibéré de l'Autorité environnementale, du 22 janvier 2012, sur les projets de LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax. Cet avis reprend toutes les critiques que nous avons depuis des années émises sur ce projet : absence de formulation des raisons pour lesquelles les projets ont été retenus, des raisons pour lesquelles les solutions alternatives ne sont pas examinées.

L'Autorité demande « *des éclairages complémentaires aux résultats de l'évaluation socioéconomique* », « *une clarification sur le montant des investissements pris en compte dans les résultats présentés* », « *une distinction des résultats entre ces deux tronçons du projet de lignes nouvelles* ». De plus l'Autorité émet des doutes sur la rentabilité. Sont également abordés les problèmes de la gestion et du volume considérable des matériaux avec leur impact sur l'environnement.



Le bilan moral est ensuite présenté par Pierre Recarte sous la forme d'un diaporama retraçant les moments forts et les nombreuses actions de l'année écoulée.

Le trésorier présente le bilan financier avec pour la deuxième année consécutive un montant de recettes inférieur aux dépenses, les maigres réserves permettant de faire face à cette situation. **Un appel est fait à l'assistance pour recruter de nouveaux adhérents et aux adhérents pour se mettre à jour de leur cotisation.**

Trois têtes de liste candidates aux élections municipales ont répondu à l'appel des organisateurs de l'assemblée. A tour de rôle, Renaud Lassalle, Odile de Coral, Philippe Aramendi confirment et donnent les raisons de leur opposition au projet. Ils promettent face à l'assistance de continuer à soutenir l'action de l'association. Daniel Poulou, n'a pas répondu à l'invitation. Son positionnement favorable au projet a été rappelé à travers ses déclarations antérieures faites aux médias.

Pierre Recarte fait un court exposé sur « le gouffre financier » des LGV, thème de son dernier livre « Les Grandes Voraces » éditions Nuvis. Il rappelle qu'avec un prix de construction de 31M€ du kilomètre (51M€ du km pour la seule traversée du Pays basque), le GPSO constitue le projet le plus cher jamais construit. Il pose ces deux questions : Comment Alain Rousset put-il affirmer que le GPSO peut-être rentable en transportant à peine 20% de passagers de plus que la LGV Est avec un coût prévisionnel au kilomètre deux fois plus élevé alors que la LGV Est ne l'est toujours pas 7ans après sa mise en service ? Comment parler de rentabilité avec un nombre de passagers au kilomètre (31 414).

Un appel à candidature pour le renouvellement du Conseil d'administration. Aucun candidat ne se déclare. Les membres du conseil d'administration sont reconduits. La prochaine réunion du CA se tiendra le lundi 7 avril.

➤ **Ozenki : un site à consulter sur internet**

Un nouveau site internet est né, il s'appelle Ozenki.

Il donne la parole à tous les acteurs du Pays Basque sans exception. Vous pouvez vous exprimer en envoyant des articles ou des tribunes libres sur tous les sujets d'actualité intéressant le Pays basque.



Pour Nivelle-Bidassoa et le CADE, c'est une opportunité pour faire connaître leurs prises de position sur la LGV. Consultez ce site régulièrement car vous y trouverez tous nos articles.

Voici le lien : <http://www.ozenki.fr/?cat=4>

=====

- **Venez vous informer : REUNION TOUS LES 1^{er} LUNDIS du mois (20H30) Maison des associations « Kichoenea » Urrugne**

- Ralliez de nouvelles personnes à notre cause et faites les adhérer à Nivelle Bidassoa.

- Enveloppes contre la LGV

Vous pouvez toujours passer vos commandes à Nivelle Bidassoa (nivellebidassoa@gmail.com)

7euros le paquet de 100 enveloppes

Vous pouvez en prendre livraison soit chez Pantxo Tellier, 770 chemin de Kampobaïta à Urrugne (téléphone 05 59 54 31 55) soit le premier lundi de chaque mois à Kixoenea maison des associations à partir de 20H 30

- Demandez nous banderoles et autocollants pour pavoiser vos maisons, vos propriétés, celles de vos voisins et vos voitures. Achetez des enveloppes « Non à la LGV »

NIVELLE BIDASSOA

Association loi de 1901

w641001523 nivellebidassoa@gmail.com

Siège social chez M. Pantxo Tellier

770 chemin Kampobaïta

64122 URRUGNE

BULLETIN D'ADHESION

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : VILLE :

Adresse électronique :

.....